

L'Humanité

rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
13 mai 1976
No 489
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Autour de la finale de la Coupe d'Europe de football

UNE OPERATION IDEOLOGIQUE ET FINANCIERE

Tout le monde s'accorde pour dénoncer sinon remarquer l'incroyable marché qui s'établit autour du match de Coupe d'Europe de football, l'AS St-Etienne contre le Bayern de Munich. Tous les «grands» journaux bourgeois, Le Figaro, Le Monde, L'Humanité, L'Express, Le Point, etc. apportent chacun ses informations sur qui empoche quoi, combien, comment, pourquoi, où... De quoi dresser un tableau édifiant du milieu du sport «pro», de sa vénalité et de l'intérêt très peu «sportif» que prêtent les politiciens et les marchands de sous au football. Quelques exemples en vrac de ce qu'est réellement la Coupe d'Europe : une firme de fabrication de bretelles va passer première en Europe avec une production de plus d'un demi million de paires de bretelles aux couleurs de l'ASSE : le vert (50 F la paire) ; le chanteur Monty vient de sortir de l'oubli avec un «tube» qu'il espère vendre à 500 000 exemplaires, le titre du disque qu'on entend à longueur de journées à la radio : «Allez les verts» ; les investissements de Manufrance dans l'ASSE pour avoir sa publicité sur les maillots des joueurs sont rentabilisés au moins dix fois ; Assimil va sortir un enregistrement sur cassette

du match de Glasgow (40 F la cassette) ; 20 000 supporters ont pris leurs billets pour aller à Glasgow ; «Onze», la nouvelle revue de foot, vient de tirer 2 numéros spéciaux sur St-Etienne à 800 000 exemplaires ; tee-shirts, pulls, soutien-gorges, casquettes, gadgets de toutes sortes ; et pour tout cela, 10 % des chiffres d'affaires vont dans les caisses de l'ASSE qui se trouve déjà bénéficiaire de plus d'un million de francs (nouveaux).

(Suite page 7).

La Rochelle

5000 METALLOS EN GREVE DEPUIS 3 SEMAINES

Depuis maintenant trois semaines, près de 5 000 métallos de La Rochelle ont engagé une lutte résolue, notamment contre les salaires de misère. L'UIMM (chambre patronale de la métallurgie) feint de ne pas être au courant de leurs problèmes et les directions «locales» font le blocage systématique. 20 ouvriers d'Alstom puis 18 de la CIT Alcatel ont été cités en référés. Comme partout en France les responsables PCF cherchent à imposer leur camelote bourgeoise (Programme commun) et par l'intermédiaire de la CGT (largement majoritaire à La Rochelle) à encadrer la classe ouvrière.

Pratiquement toutes les usines de la métallurgie sont dans le coup :

Les chantiers navals dépendent d'un holding dont les filiales sont totalement indépendantes les unes des autres. Outre à La Rochelle et Saint-Malo, la plupart des chantiers sont dans la région du Havre (tel à Gravelle). A La Rochelle 1 200 personnes y sont employées

(1 000 à 1 100 ouvriers).

Les salaires y sont très bas. A titre d'exemple : 1 707 F (pour un P 2 mini) à 2 000 F (pour un P 3 maxi). Le patron applique la politique des bas salaires et des heures supplémentaires (pour «compenser»).

Du point de vue politique et syndical, le PCF et la CGT sont tradition-

nellement forts (de même que dans toute la métallurgie rochellose : aux élections professionnelles ils recueillent 70 % des voix, contre 30 % à la CFDT).

Alstom (filiale de la CGE). Anciennement «Brissonneau et Lotz», 1 800 travailleurs, implantation révisionniste ancienne également.

CIT Alcatel (Filiale de la CGE), usine plus récente. 1 200 salariés au départ et 920 maintenant, ceux qui partent ne sont pas remplacés (crise exige !), forte proportion de femmes, travail extrêmement pénible (mécanisé à l'extrême). Du point de vue des salaires : une mère de deux enfants travaillant 42 heures par semaine gagne 1 400 F par mois (alors qu'elle paye un loyer de 500 F !).

(Suite page 4)

Sanction contre un magistrat trop curieux

Lecanuet au secours des compagnies pétrolières

Le garde des Sceaux, Lecanuet, a estimé, dans une déclaration qu'il a faite mardi soir, qu'il connaissait «le sens des responsabilités» quand on est ministre de la Justice et qu'il ne fallait pas parler avec légèreté car «on risque de mettre en cause la fonction d'un service important de l'Etat : la justice».

Il a également réaffirmé «la totale indépendance de la justice». Mais qui croit-il pouvoir tromper ce Lecanuet ? Ne serait-il pas plutôt sur la défensive face à la mise à nu de plus en plus fréquente du rôle de la justice au service des patrons ? Quelle drôle d'idée de protester de sa bonne foi alors qu'un magistrat, Ceccaldi, qui s'occupait du dossier sur les magouilles de 8 compagnies pétrolières pour monopoliser le marché, vient d'être désaisi de l'affaire et déplacé ! Elle est bien loin l'indépendance de la justice pour cette affaire qui gêne le gouvernement, les patrons du pétrole en premier. En effet, c'est en 71 qu'un «petit» du pétrole accusait 8 «grands» d'avoir réalisé une entente illicite pour le mettre en faillite et le couler. Plainte qui entraînait une enquête et la saisie de l'affai-

re par une commission spéciale. Rapport accablant et inculpation d'une quarantaine de personnes à ce jour. Toutes représentantes de grandes compagnies : BP, Shell, Total, Antar, Esso, Elf, Fina, etc.

Mais curieusement — comme l'a déclaré le délégué de Marseille du syndicat de la Magistrature, — Ceccaldi, aurait été obligé à ce que cette affaire d'inculpation pour «coalitions en vue de provoquer la hausse des prix sur le marché des produits pétroliers» obtienne un non-lieu. Affaire très gênante. Tellement gênante pour les profits de ces compagnies impérialistes qu'elles n'ont pas hésité à déplacer — par Chirac interposé — le magistrat Ceccaldi qui semblait s'occuper d'un peu trop près à l'affaire.

(Suite page 3).

Réforme de l'entreprise :

Une mystification

Le débat sur la réforme de l'entreprise s'est ouvert mardi soir à l'Assemblée nationale par un discours de Chirac. Il s'agit d'une nouvelle pierre dans l'édifice de la «société libérale avancée». Avec cette nouvelle «réforme», le gouvernement veut donner l'illusion du changement. Il reprend à son compte la vieille mystification gaulliste sur la «participation». La bourgeoisie au pouvoir voudrait amener les travailleurs à participer à leur propre exploitation. C'est ce que devait affirmer Chirac en déclarant : «Il s'agit d'associer les travailleurs à l'organisation de leur propre travail». Travail dont le seul objectif, dans cette société, est d'augmenter les profits des capitalistes. Après cela, Chirac s'est empressé d'ajouter qu'évidemment il n'était pas question de diminuer les pouvoirs des patrons. Depuis plusieurs années, la bourgeoisie essaie de faire prendre aux travailleurs les vessies pour des lanternes, de les amener à renoncer à la lutte contre leur exploitation, de leur faire oublier la réalité qui règne dans les entreprises : les licenciements, les bas salaires, les accidents du travail, etc...

Cela a été sans succès. Et cette nouvelle «réforme» n'aura pas plus de succès que celles qui l'ont précédée.

(Suite page 3)

Rennes

10 ans de prison avec sursis contre des paysans !

La cour d'appel de Rennes a aggravé mardi les peines de prison qui avaient été prononcées contre 13 paysans, en vertu de la loi anticasseurs, par le tribunal de Morlaix. Elles ont été aggravées de 27 à 126 mois de prison avec sursis. Cette condamnation fait suite à des manifestations qui avaient eu lieu en juillet 1974.

C'est la seconde fois en trois mois que la cour d'appel de Rennes prononce de lourdes peines de prison contre des paysans.

Ainsi, tandis que le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour que les pétroliers, qui ont organisé la pénurie et la hausse des prix pour empocher des milliards, bénéficient d'un non-lieu, des paysans, dont le seul crime est d'avoir lutté pour survivre, sont lourdement condamnés.

Telle est la justice de la bourgeoisie. Faite pour réprimer le peuple et protéger les crimes des capitalistes.

Alger

Visite d'une délégation du FRETILIN

Le ministre d'Etat chargé des Affaires politiques de Timor-Est, Amude Maririm, vient d'arriver à Alger accompagné d'une délégation de femmes de Timor-Est.

Sa mission en Algérie a pour but d'informer les dirigeants algériens de la situation qui prévaut actuelle-

ment à Timor-Est.

«Nous contacterons également» a indiqué le ministre, «les représentants du Front POLISARIO que notre gouvernement a déjà reconnu.» Il a souligné que «la victoire du peuple de Timor-Est est certaine, dans la mesure où la lutte que nous menons est juste.»

Cuba, victime de l'«aide» du social-impérialisme

Le rationnement en riz des citoyens cubains a été abaissé de 4,6 à 2,3 kilos par mois et par habitant ont annoncé officiellement les autorités cubaines.

C'est là un des résultats dans l'agriculture de la «solidarité socialiste» vue par les révisionnistes soviétiques.

On sait que l'«aide» soviétique consiste à renforcer le caractère monoproduit de l'agriculture cubaine, consacrée presque exclusivement à la canne à sucre, au nom de la théorie de la spécialisation et de la «division internationale du travail».

L'Union soviétique peut ainsi acheter le sucre cubain à un prix bien inférieur à celui qu'elle produit elle-même à partir de la betterave, pour le revendre ensuite à ses «amis» des pays de l'Est comme bon lui semble.

La monoproduction sucrière, résultat de la dépendance économique de l'im-

périalisme américain, était déjà considérée sous le régime de Batista, comme la principale entrave au développement économique indépendant du pays. Le peuple cubain engagea de dures luttes contre cette dépendance.

Aujourd'hui rien n'a changé si ce n'est le maître :

l'impérialisme yankee chassé, les sociaux-impérialistes sont venus prendre leur place.

N'en doutons pas, le peuple cubain qui a su dans une lutte héroïque chasser les anciens maîtres de l'île sortira vainqueur également du combat contre ses nouveaux exploiters.

Malaisie

46e anniversaire de la fondation du Parti communiste

«La voix de la révolution malaise» a diffusé récemment un éditorial célébrant le 46e anniversaire de la fondation du Parti communiste de Malaisie qui déclare notamment :

«Depuis de longues années, le Parti communiste de Malaisie reste uni et luttant toujours avec le Parti communiste chinois dirigé par le camarade Mao Tsé-toung et

avec les autres partis frères marxistes-léninistes, a défendu résolument les principes révolutionnaires marxistes-léninistes, soutenu la juste cause des peuples et nations opprimés du monde et apporté des contributions positives à la lutte contre l'impérialisme, le révisionnisme moderne et tous les réactionnaires...»

«Nous ne devons pas em-

Bolivie

Les mineurs à l'offensive dans la lutte contre la dictature fasciste

Le «congrès des mineurs de Bolivie» s'est achevé le 7 mai à Corocoro, à 85 km au sud de La Paz, par l'adoption d'une «plate-forme de lutte».

Le congrès réuni depuis le 1er mai a rassemblé 400 délégués représentant les 33 000 mineurs du pays, tant du secteur d'État que du secteur privé.

On sait que dans le régi-

me fasciste du général Banzer tous les syndicats sont interdits. Les mineurs ont bravé l'interdiction du gouvernement et la répression pour se réunir. La police, face à l'unité et à la puissance des mineurs, n'a pas osé intervenir.

La plate-forme de lutte approuvée par le congrès rejette «toute ingérence paternaliste et corporatiste du gouvernement dans le mouvement ouvrier» à travers des «assesseurs syndicaux» nommés par le ministère du Travail qui ne représentent évidemment pas les travailleurs comme celui-ci le prétend mais ne sont que des potiches pro-fascistes.

Les mineurs exigent un salaire minimum de 80 pesos par jour (20 F environ) et menacent d'entrer en grève générale illimitée si l'aug-

mentation ne leur est pas accordée dans un mois.

Le congrès a réclamé une amnistie générale pour tous les travailleurs poursuivis par la justice ou emprisonnés et le retour des exilés.

La plate-forme de lutte exige également l'institution de la journée de travail de 6 heures pour les travailleurs de fond. La moyenne de vie des mineurs boliviens est de 37 ans. L'âge de la retraite est fixé à 50 ans. Comme l'a rappelé le congrès, rares sont les mineurs qui arrivent à cet âge, le plus grand nombre meurt des suites de la silicose, la tuberculose ou autres maladies.

D'autre part le congrès a réclamé le rétablissement de l'autonomie universitaire. Une des caractéristiques du mouvement des ouvriers boliviens et en particulier des mineurs, est le lien avec les étudiants qu'ils ont su développer et défendre malgré toutes les tentatives de division. Au mois de mars la grève des étudiants avait été amplement soutenue par les mineurs qui avaient effectué un arrêt de travail de 48 heures en solidarité avec leurs luttes contre la dictature.

Le congrès a vu se manifester une grande unité syndicale sur des positions de lutte sans compromis contre la dictature fasciste.

Aux dires mêmes des agences de presse il constitue une victoire des justes positions du Parti communiste de Bolivie (m-l) contre les positions «réformistes» du Parti révisionniste. Les mineurs boliviens ont ainsi forgé la base pour de nouvelles luttes et de nouvelles victoires contre le régime fasciste.

Cahoussaq Massi.



Le camarade Enver Hoxha salue les travailleurs albanais au cours de la manifestation (photo ATA).

ALBANIE Images du 1er Mai révolutionnaire à Tirana

Le peuple albanais a fêté, dans un haut esprit révolutionnaire, le 1er Mai, la journée de la solidarité des travailleurs.

C'est le 1er Mai de l'année qui marque la grande fête du 35e anniversaire de la fondation du Parti du Travail d'Albanie, l'année de la rédaction de la constitution de la République populaire socialiste d'Albanie, la première année du 6e quinquennat. Cela et la récente décision du Comité central du PTA et du Conseil des ministres de la République populaire d'Albanie sur la

réduction des hauts salaires, sur certaines mesures pour élever encore plus le niveau économique, social et culturel de la campagne, qui aboutissent à la réduction des différences entre la campagne et la ville, ont porté à un degré supérieur l'enthousiasme des masses travailleuses qui se sont engagées dans des actions importantes pour de nouveaux succès dans tous les domaines.

Cet esprit enthousiaste s'est exprimé au 1er Mai, une fois encore, aux quatre coins de l'Albanie dans les grandes manifestations po-

pulaires qui ont marqué le 1er Mai.

A Tirana, une grande foule s'était rassemblée de part et d'autre du boulevard «Les martyrs de la nation» pour assister à cette manifestation.

La foule a affectueusement salué le premier secrétaire du Comité central du PTA Enver Hoxha, le président du Présidium de l'Assemblée populaire Haxhi Lleshi, le président du Conseil des ministres Mehmet Chehu et d'autres dirigeants du Parti et de l'État qui avaient pris place à la tribune.



Prêtes à défendre la patrie socialiste (photo ATA).



Un témoignage de l'indéfectible amitié sino-albanaise (photo ATA).

nouvelles intérieures

Réforme de l'entreprise Une mystification

Suite page une.

Au-delà de cette mystification, la discussion sur la réforme de l'entreprise met en lumière les rivalités existant au sein de la bourgeoisie, entre deux fractions qui se disputent le pouvoir.

D'un côté, celle qui est au pouvoir actuellement : le caractère dominant de la propriété capitaliste qu'elle défend est la propriété privée. Elle détient la propriété privée des moyens de production. Voilà pourquoi Chirac devait déclarer :

« Le risque est réel de voir l'État devenir une sorte de machine, froide, anonyme, régissant toutes activités au sein d'une société dans laquelle plus personne ne se sentira directement responsable, d'une société d'abandon. La nationalisation des grandes entreprises se traduirait par une étatisation

de fait. »

Par ailleurs, existe une autre fraction bourgeoise représentée par les dirigeants du PCF. Elle n'a pas la propriété directe des moyens de production. Pour obtenir le contrôle de ceux-ci elle a besoin de l'intermédiaire de l'État capitaliste. Son rêve est de prendre en mains les rênes de l'État capitaliste et de recourir aux nationalisations. Ainsi elle pourrait placer sous son contrôle les moyens de production. Son modèle est le capitalisme d'État qui existe en URSS.

Quant aux travailleurs, leur intérêt ne réside ni dans l'une ni dans l'autre forme de propriété capitaliste. Leur intérêt est la révolution prolétarienne, la destruction de l'État capitaliste et l'édification d'un État qui soit le leur.

RENNES

VENDREDI 14 MAI — 20 H 30
MEETING DE SOLIDARITÉ

« LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS DES FOYERS SONACOTRA EN GREVE »

à l'appel du comité de soutien avec la participation de représentants du Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève.

Entrée libre.

RECTIFICATIF :

Dans notre édition spéciale du samedi 8 dimanche 9 mai, nous avons mentionné par erreur dans la plateforme des comités de soutien de Bretagne le mot d'ordre « A bas l'interdiction du FRAP et du PCMLF ! ». Celui-ci ne figure pas parmi les points mis en avant par la coordination des comités de soutien en particulier pour le Grand rassemblement qui aura lieu le samedi 15 mai à 15 heures 30.

La cause de notre erreur vient de ce que certains comités de Bretagne ont effectivement ce mot d'ordre dans leur plateforme.

Après la semaine d'action des flics CGT

Cette semaine d'action, du 3 au 8 mai, avait été ainsi préparée dans le défilé du 1er Mai à Paris : des flics CGT ont défilé en criant « TRAVAILLEURS, POLICIERS, MEME COMBATS ». Comme si les flics n'étaient pas par définition au service de l'État des patrons... Demandez aux grévistes de la Sonacotra, ou aux petits viticulteurs. Mé-

me combat, oui, mais pas du même côté !

Le 6 mai, pour bien montrer qu'ils étaient « aux côtés des travailleurs contre la bourgeoisie », une centaine de flics CGT ont manifesté devant le ministère de l'Intérieur. Une compagnie d'intervention ayant refusé de les repousser, la gendarmerie mobile s'est chargée de disperser, avec beaucoup de

délicatesse, cette manifestation interdite. Si la bourgeoisie en est à envoyer ses gardes mobiles contre ses flics, cela montre combien elle est divisée.

En fait, cette semaine d'action répond en tout point aux objectifs politiques de la bourgeoisie de « gauche », et particulièrement du PCF.

D'une part, il s'agit de faire croire que la police peut se « démocratiser », avec le Programme commun à la clé, bien entendu. Ainsi dans sa conférence de presse du 7 mai, Etié, président fédéral des flics CGT a prétendu que le « mouvement ouvrier », rien de moins, s'était associé à sa semaine d'action sous prétexte qu'à Bordeaux et à Tours quelques révisionnistes ont distribué des tracts avec les flics CGT.

D'autre part, le PCF se prépare à transformer la police fascisante de Ponia en

police social-fasciste, qui réprimera le peuple au profit de la nouvelle bourgeoisie du Programme commun et de ses maîtres russes. C'est le sens des articles de l'Humanité réclamant le relèvement des frais de déplacement des inspecteurs de police (seulement 70 F par jour, les pauvres), l'augmentation du nombre des commissariats, etc. C'est aussi le sens des dernières déclarations de M. Etié qui, sous prétexte de critiquer l'inefficacité des opérations coup de poing, a demandé le renforcement de l'ilotage. L'ilotage, que nous avons déjà connu sous Pétain, consiste à mettre un flic par pâté de maisons, pour faire un « travail de masse », se lier aux réactionnaires de l'endroit, surveiller les allées et venues de chacun.

Un flic CGT par pâté de maison, voilà le programme du PCF en matière de police...

Tous unis à l'action contre la répression

Réunion de soutien au camarade Le Gal à Plouhinec

A l'appel du « comité pour la libération de Romain Le Gal et la défense des droits de l'homme » de Plouhinec s'est tenue vendredi soir une réunion de soutien qui a groupé 150 personnes. Le comité avait préparé des panneaux d'information sur les arrestations, sur la « justice » sur la cour de sûreté de l'État. Une nouvelle fois, un des inculpés présents a expliqué les faits c'est-à-dire comment cela s'est passé, a dénoncé l'illégalité des arrestations. Le père d'un autre camarade inculpé a lui aussi dénoncé la répression policière, dénoncé le fait que la liberté d'expression et d'opinion n'existe pas pour les marxistes-léninistes, les Corses, etc. Les masses présentes ont réagi violemment quand elles ont su que l'on emprisonnait Romain pour ses idées. Un révisionniste présent dans la salle a attaqué un camarade inculpé l'accusant de tromper les gens présents et les militants de l'Humanité-Rouge d'être

satisfaits de l'emprisonnement de leur camarade, ce qui leur permettait de « se faire de la publicité ». Ce monsieur prend ses désirs pour des réalités car la vérité et la valeur de son soutien à Romain c'est qu'il comptait s'en servir pour faire passer sa camelote électorale et personne n'a aucun doute là-dessus. Quelques personnes dans la salle se sont étonnés de ce que certains prétendant « défendre les libertés » récusent aux marxistes-léninistes le droit de s'exprimer. Mais ce révisionniste (du CERES) n'empêchera pas la mobilisation de continuer : un nouvel appel à renforcer le comité de soutien a été lancé, des pétitions à faire signer ont été diffusées, un appel à écrire à Romain à Fresnes. Un tract appelant au rassemblement du 15 mai a été également diffusé. Ce n'est qu'un début, continuons le combat. Tous unis (sur des bases justes), nous vaincrons.

Correspondant HR.

Brest

Meeting contre la répression

Vendredi 14 mai aura lieu à la maison des syndicats de Brest un meeting organisé par le comité antirépression. Centré sur le soutien aux militants corses dont le procès s'ouvrira le 17 mai devant la cour de sûreté de l'État, ce meeting verra également l'intervention de militants bretons, d'un ancien appelé inculpé devant la cour de sûreté de l'État, une intervention sur les immigrés. Un militant marxiste-léniniste prendra la parole à propos des inculpations de Lorient. Des représentants du comité de soutien aux patriotes corses emprisonnés interviendront également.

Communiqué du bureau du SGEN-CFDT du secteur Lens-Hénin-Carvin

Devant la montée des luttes populaires la bourgeoisie au pouvoir s'affole. Elle utilise la répression : CRS, gendarmes mobiles, utilisation de milices privées, agressions de piquets de grève, licenciements, inculpations et emprisonnements. Quatre militants marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge de Lorient sont inculpés par la cour de sûreté de l'État de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France interdit en 1968. L'un d'eux, Romain Le Gal, ouvrier municipal, est en prison depuis plus d'un mois. En l'incarcérant comme le docteur Siméoni et le petit viticulteur Albert Teisseyre la bourgeoisie fait preuve de sa peur devant le mouvement des masses.

Contre la répression, le bureau du SGEN-CFDT du secteur Lens-Hénin-Carvin, réuni le 6 mai, réclame :

Liberté pour Romain Le Gal

Levée des inculpations

Libération de tous les prisonniers politiques

Dissolution de la cour de sûreté de l'État.

Lens, le 6 mai.

Protestations du SGEN-CFDT de l'ENSET

La section SGEN-CFDT de l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique proteste contre la vague de répression du pouvoir qui frappe :

- les autonomistes bretons et corses ;
- les militants syndicaux (vidage de délégués, limitation du droit de grève et du droit de réunion dans la fonction publique notamment...);
- les immigrés : déportation de Pakistanais, enlèvement des délégués des foyers Sonacotra, etc.
- les paysans en lutte, en particulier dans le Midi viticole ;
- les prétendus démoralisateurs de l'armée : soldats et syndicalistes.

La section SGEN-CFDT demande :

- la levée de toutes les inculpations devant la cour de sûreté de l'État (et la dissolution de cette juridiction d'exception) ;
- la libération de tous les prisonniers politiques, dont Siméoni, autonomiste corse, Teisseyre, viticulteur du Midi, Le Gal, militant politique ;
- et le retour de tous nos camarades immigrés expulsés par le pouvoir.

A Cachan le 5-5-76

La police intervient contre les étudiants

La police est intervenue mardi à Nantes et à Montpellier contre les étudiants en lutte. A Montpellier, elle est intervenue à la demande du président d'université pour faire évacuer le hall des services administratifs occupé par des étudiants depuis quatre jours.

A Nantes, à la faculté de Droit, le président d'université a également fait intervenir la police pour empêcher les étudiants grévistes d'intervenir dans un amphithéâtre. A sa demande des étudiants ont été interpellés par les flics.

A Lyon, les étudiants ont occupé le bureau du président de l'université de Lyon 2. Celui-ci avait appelé les étudiants à reprendre les cours alors que l'assemblée générale des étudiants a décidé la poursuite de la grève. Lundi, des élèves de l'école normale ont occupé les lo-

caux de l'inspection académique. L'inspecteur d'académie a fait intervenir la police.

A Grenoble, enfin, plus de 200 CRS ont pénétré vers minuit sur le campus de Grenoble après de violents affrontements avec des étudiants. Ceux-ci avaient dressé une barricade sur une grande avenue de la ville. 22 étudiants ont été interpellés dans l'enceinte universitaire.

2 MILITANTES CFDT DEVANT LE TRIBUNAL

2 militantes CFDT de Hauts-de-Seine, Clémence Marie, ont été inculpées d'injures et violences contre deux flics en civil qui le brutalisaient alors qu'elle soutenaient le personnel d'un magasin Inno en grève. Elles doivent comparaître le 17 mai devant le tribunal.

Lecanuet au secours des compagnies pétrolières

Suite de la page une.

Réaction d'autant plus odieuse de la part des capitalistes que pendant ce temps-là ils inculpent sans preuve des militants ouvriers tel Romain Le Gal, de reconstitution du PCMLF, n'hésitent pas à laisser traîner une affaire très gênante comme celle de Roland

Agret, à inculper des paysans qui se battent pour une vie décente, ainsi Albert Teisseyre ou ces 13 paysans à Rennes qui viennent d'être inculpés jusqu'à 10 ans de prison avec sursis. Indépendance de la justice ? Oui, mais indépendance pour favoriser les patrons en réprimant les travailleurs.



La Rochelle

5000 METALLOS EN GREVE DEPUIS 3 SEMAINES

(Suite de la p. 1)

Les autres entreprises sont : SEMAT, SCAN, peinture navale Sopera, et Tasker.

Comme le «bout du tunnel» si cher à Chirac n'arrive toujours pas, la situation économique de la région Poitou-Charentes se dégrade (elle est à l'avant-dernier rang en ce qui concerne le niveau des salaires et des «avantages» sociaux). De plus au niveau de la construction navale, le 7e plan de l'État capitaliste prévoit la suppression de 7 000 emplois (en ne comptant que les gros chantiers) ; la crise frappe durement la classe ouvrière.

LA BASE DU CONFLIT

A force de serrer la vis il faut bien qu'il y ait quelque chose qui casse. Aussi dans chacune de ces entreprises les ouvriers ont commencé par déposer les cahiers de revendications. Toutes les directions, comme de bien entendu, ont refusé en bloc. Des débrayages ont commencé, notamment aux Chantiers navals puis à l'Alsthom. Les ouvriers d'Alsthom ont lancé un appel pour étendre la lutte à toute la métallurgie. Suite à cela une plate-forme revendicative commune a été adoptée. Comme points principaux : refus de la nouvelle grille de classifications de la métallurgie, 150 F uniformes d'augmentation des salaires et 2 % d'amélioration du pouvoir d'achat, salaire minimum d'embauche à 2 072 F pour 40 heures, la 5e semaine de congés payés, la suppression du travail au rendement, retour aux 40 heures sans perte de salaire, la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes (et pour les travaux pénibles ou dangereux) avec 80 % du salaire.

A tout cela s'ajoutent les questions syndicales : 1 heure d'information par mois payée, droit à 15 heures pour les délégués suppléants comme les titulaires et pour les délégués syndicaux dans les entreprises de moins de 500 travailleurs (qui n'en ont aucune actuellement), 30 heures pour les plus de 500 travailleurs ; suppression de toute clause ou article antigreve ou limitant le droit de grève comme c'est le cas à la CIT (Alsthom essaie également de grignoter les acquis du temps où c'était Brissonneau et Lotz, et im-

poser le même règlement que dans les autres usines).

«ÇA NE S'ÉTAIT PAS VU DEPUIS 55 !»

Le mercredi 21 avril, commencent donc des débrayages assez importants, tous les jours et dans toutes les boîtes. Chez Alsthom, les ouvriers embauchent à 7 heures, débrayent à 8 heures, puis partent manifester, mais quand ils reviennent ils décident de ne pas reprendre le travail comme prévu. Ce sont les ouvriers eux-mêmes, sans aucune consigne syndicale, qui décident la grève totale et la mise en place de piquets de grève.

Le 27, il y a une réunion avec la chambre patronale, qui ne propose rien d'autre qu'une mini-augmentation du point.

Le 28, les métallos des autres usines vont utiliser le même processus que celui de l'Alsthom et vont manifester devant cette dernière qui est en grève totale depuis une semaine. A midi, la grève totale est décidée dans toutes les entreprises métallurgiques (sauf Simca).

Comme cela se passe couramment en cette période de répression, le 29 avril 20 ouvriers d'Alsthom sont traduits devant les référés. Pour ce genre de «jugement» l'audience est libre (ouverte au public). Alors tous les métallos ont décidé d'y «assister» - l'audience n'a même pas pu se tenir. En effet, la bourgeoisie affolée n'a pas trouvé d'autre recours que d'appeler ses chiens serviles les gardes mobiles. Comme ils empêchaient les gens de rentrer eh bien, certains «prévenus» n'ont pas pu rentrer ! Les ouvriers qui avaient pu rentrer refusaient que le jugement se fasse en présence des gardes mobiles, ils chantaient l'Internationale. Le drapeau rouge a été planté sur le tribunal ! De vieux militants disaient : «Ça ne s'était pas vu depuis 55 !»

Vendredi 7 mai, ce fut le tour de 18 ouvriers (ères) de la CIT à passer en référé, forts du soutien des métallos en grève.

Par contre les ouvriers de Tasker ont repris le travail après avoir obtenu satisfaction (entre autres 150 F uniformes) pour l'essentiel.

L'OFFENSIVE POLITIQUE DU PCF

Dès l'intervention des flics la CFDT est prête à riposter contre la répression, par contre les grands «démocrates» dirigeant la CGT ne sont «pas chauds !» On les voit à l'œuvre les soi-disant défenseurs des libertés.

D'ailleurs, depuis le début des débrayages les faux communistes du PCF sont omniprésents, cherchant partout à s'imposer, à manœuvrer pour essayer de récupérer le mouvement de masses à leur profit.

Aussi se pose d'une manière aiguë le problème de «l'unité d'action», et cela ne va pas sans mal. Les révisionnistes mettant partout des bâtons dans les roues. Par l'intermédiaire de leurs sbires à la direction de la CGT, ils refusent toutes les propositions de la CFDT, celle-ci défendant plutôt des positions qui vont dans le sens de la lutte de classes et non dans celui du programme bourgeois de gouvernement PCF-PS.

Un exemple de la politique de division des révisionnistes, celui du 1er Mai, sur lequel ils avaient tout axé. La CFDT et la CGT avaient admis que le meeting se ferait cette année l'après-midi plutôt que le matin où il y a généralement peu de monde. Eh bien, la veille, la CGT appelle dans toutes les villes de la région à faire le meeting le matin, et axe toutes ses forces là-dessus. C'est plutôt un fiasco et celui de l'après-midi (CFDT-CGT) se fait quand même.

Lundi 3 mai, se déroule une grande manifestation interprofessionnelle de 6 à 7 000 personnes, notamment contre la répression. Encore une fois le parti de Marchais a compté sur ses nerfs... pour défendre les «libertés» ! (lesquelles au fait ? celles de la bourgeoisie à n'en pas douter). En effet, un groupe d'anarcho-syndicalistes (la CNT dont nous ne partageons pas pour autant la ligne politique) étaient venus apporter leur soutien en manifestant et distribuant des tracts de solidarité. Ils se sont fait violer et traité de fascistes (dont un ancien des Brigades internationales), ce qui ne manque pas de piquant lorsque l'on sait que Marchais était volontaire du travail en Allemagne nazie ! (A suivre demain)

Langlois (Rennes)

UNE DEMI-VICTOIRE

Après une dizaine de jours de grève, les 130 grévistes (ouvriers et employés) de la société Langlois ont obtenu une demi-victoire : 150 F d'augmentation immédiate (la direction proposait 2,5 %, les grévistes demandaient au départ 250 F) ; abaissement à 44 heures de l'horaire des chauffeurs (la direction voulait maintenir la moyenne à 48 heures, les grévistes demandaient le respect des 40 heures) ; relèvement des indemnités-repas des chauffeurs (18 F à Rennes, 20 au Mans, la direction avait fixé jusque-là à 14 F, les grévistes demandaient l'indemnisation intégrale).

Rappelons les faits : Langlois est une société rennaise de produits chimiques (commerce de gros, transport, plus fabrication d'aliments du bétail) implantée à Rennes depuis un peu plus de 50 ans et ayant développé des succursales dans tout l'Ouest (Le Mans, Nantes, Brest, etc.).

Jusqu'à ces dernières années, une ambiance «paternaliste» y régnait. En mai-juin 1968 même la boîte était restée presque en dehors des événements. Depuis une section syndicale CFDT a été créée par les ouvriers de Rennes, elle s'est implantée depuis dans les bureaux et à la succursale du Mans. L'année dernière, une 1re grève était victorieuse : au bout d'un jour et demi, les ouvriers et employés obtenaient 150 F pour les salaires inférieurs à 1 800 F et 100 F pour les salaires compris entre 1 800 et 2 500 F. Malgré tout, les salaires restaient très bas (à l'embauche, un manutentionnaire ou une simple employée de bureau avaient moins de 1 600 F net) sans parler des conditions de travail : horaires excessifs des chauffeurs, manipulation pénible et dangereuse des produits chimiques...

Le point de départ de la

grève cette fois-ci a été la volonté de la direction de n'accorder qu'une augmentation trimestrielle de 2,5 % et son refus de réduire la hiérarchie des salaires (les 10 cadres les plus haut placés gagnent en moyenne plus d'un million d'anciens francs par mois chacun).

Les grévistes avaient de nombreux atouts en main :

- l'unité et la détermination des ouvriers à Rennes (dans l'usine et chez les chauffeurs, la grève est suivie à presque 100 %).

- le développement de l'unité et de la solidarité ouvriers-employés de bureau (alors qu'une dizaine d'employés avait débrayé l'an dernier, ils ont été beaucoup plus nombreux cette fois-ci, certains rejoignant les grévistes au bout de quelques jours).

- l'extension de la grève pour la première fois à une succursale (Le Mans).

- l'existence d'une seule section syndicale (CFDT) fondée par des militants sincères et dévoués, ayant choisi la CFDT pour trois raisons principales :

- méfiance à l'égard des récupérations politiciennes (notamment du PCF) ;

- souci que l'action soit déterminée à la base, non conduite à «la baguette»

par les organismes dirigeants ; - opposition à l'augmentation hiérarchisée des salaires, défense des intérêts des ouvriers et employés et non de ceux des cadres et de la maîtrise.

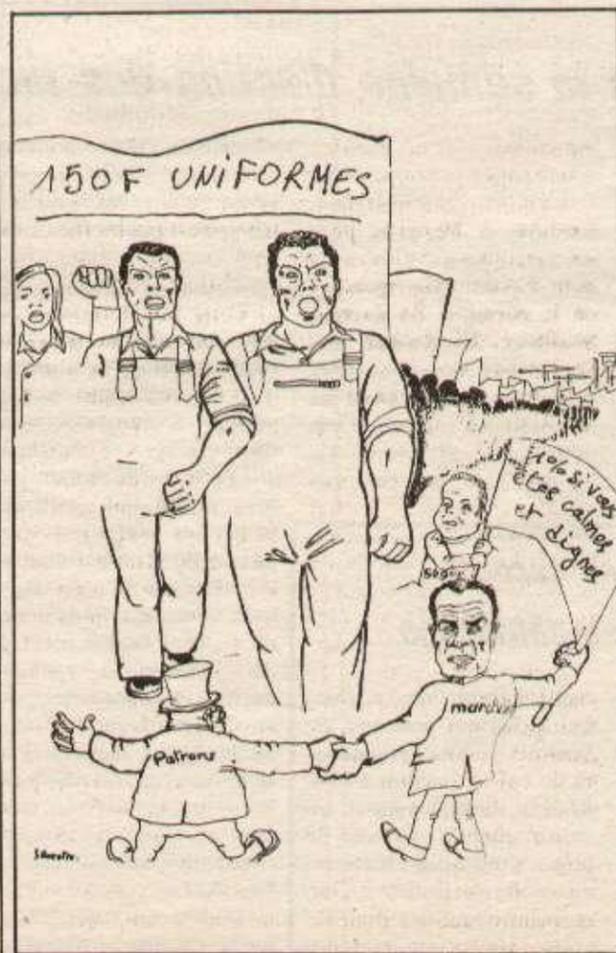
- des revendications justes, claires, unitaires (250 F pour tous les ouvriers et employés, alignement de l'horaire des chauffeurs sur les 40 heures acquis par le reste du personnel). Une forme d'action efficace : la grève illimitée ; la participation massive des grévistes au blocage au portail de tous les arrivages et expéditions de marchandises ; l'organisation d'un piquet de grève même la nuit et les week-ends ; le refus des tentatives de récupération du PCF et de la proposition de «médiation» d'un élu PS.

En outre, la grève partait au début du mois, donc peu de temps après que les ouvriers et employés aient touché leurs salaires du mois précédent, et la société avait un point fragile, un «talon d'Achille» : le secteur alimentaire du bétail, où il est difficile de faire des stocks, et où chaque jour de grève menace de faire perdre des clients.

Malgré tous ces atouts, la grève s'est terminée par une demi-victoire seulement, les jours de grève étant impayés et les revendications n'ayant été satisfaites qu'à moitié ; surtout : la dernière négociation n'apportait pas grand chose par rapport à ce que le patron et la direction avaient «lâché» dès le 3e jour de grève et pratiquement rien par rapport à ce que les grévistes avaient encore refusé la veille, et il n'y avait donc pas de raison de «lâcher» surtout que les grévistes étaient toujours aussi nombreux et même plus qu'au premier jour.

Cet échec partiel est dû en partie aux particularités d'une boîte comme Langlois : son activité principale étant la distribution, il y a un gros secteur administratif et commercial, avec de nombreux agents de maîtrise et représentants à mentalité individualiste et arriviste, opposés à la grève. En outre, une partie du travail peut être effectué à l'extérieur, chez les fournisseurs ou des transporteurs, et le blocage du portail n'a pas stoppé cette fois-ci toute l'activité de la boîte.

(à suivre demain.)





la France des luttes

Corlay (Côtes-du-Nord)

Contre la bourgeoisie qui nous exploite et les traîtres qui nous trompent

Manifestons avec les grévistes de «Chaillotine»

Les comités de soutien de St-Briec, Guingamp, Rostrenen, Loudéac, Corlay, et les travailleurs en grève de la «Chaillotine» en lutte depuis 7 semaines appellent tous les travailleurs à une manifestation le 13 mai à Corlay pour 18h 30. Ce rassemblement aura pour but de dénoncer les pratiques scandaleuses du maire du Haut-Corlay, de son conseil municipal, ainsi que de certains conseillers de Corlay qui exercent un odieux chantage parmi la population et tentent ainsi de briser la grève de la «Chaillotine».

La manifestation aura aussi pour but de relancer le soutien, de faire redémarrer diverses actions contre le patron Bourgoïn et toute la canaille qui le sert, tels les faux amis des ouvriers que sont les révisionnistes du PCF et les réformistes du PS, qui ont voté des subventions pour les grévistes et qui réclament 1 000 F de location pour la salle des fêtes.

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

L'union départementale CFDT par suivisme au PCF ne considère que la lutte n'aboutit pas, elle conseille aux travailleurs de reprendre le travail et de trouver «dans l'usine de nouvelles formes de lutte». Les travailleurs ont répondu à cette trahison comme il convient, et se mobilisent avec le soutien de l'union locale CFDT qui, elle, est sur de justes positions de classes, elle défend inconditionnellement les travail-

leurs en lutte et elle affirme : «Nous ne négocierons jamais un seul licenciement» et «Seule la lutte résolue, dure, sans concession de principe, amènera la victoire, car elle est possible».

La manifestation du 13 mai à Corlay (Côtes-du-Nord) est donc d'une grande importance, car elle peut faire avancer la grève et elle doit montrer que les travailleurs ne se feront pas dicter la loi par une poignée de

lonzes révisionnistes et réformistes. Enfin, le 13 mai affirmera que l'UL-CFDT de Rostrenen n'est pas seule dans la lutte contre la bourgeoisie et les faux amis du peuple. Classe contre classe ! Pas un seul licenciement ! Solidarité prolétarienne jusqu'à la victoire ! «Chaillotine» vaincra !

Les communistes marxistes-léninistes du Centre Bretagne et les travailleurs en lutte.

Capdenac (Aveyron)

Au service après-vente Ratier-Forest

Une grève combattive

Le personnel de l'après-vente (SAV) est en grève depuis le mardi 20 avril, pour une révision de leur statut, de meilleures conditions de travail (travaillant dans plus de la moitié de la France, ils ne rentrent que toutes les deux semaines). Ils réclament de plus justes rémunérations et une vie familiale équilibrée. Les grévistes regroupent la majorité de leur service. Seuls, «travaillent», trois cadres (2 CGC et un jaune).

Des tracts d'explications avec tournées des grévistes

dans l'usine pour rester en contact avec leurs camarades ouvriers. Réunions d'information, à l'appel des grévistes et de la CFDT. Une grève de solidarité a eu lieu le 30 avril pour appuyer les grévistes dans leurs revendications ainsi qu'à l'ensemble de l'usine 230 travailleurs ont ainsi participé à ce débrayage sur un effectif total de 430.

La grève est popularisée dans l'usine et aussi à l'extérieur

La popularisation extérieure par tracts, affiches,

«Forest n'est pas le Pérou ! Soutien aux grévistes de l'après-vente».

Des collectes sont organisées, des conférences de presse, des contacts avec les usines du groupe, de la machine-outil, de la région.

Bref, les grévistes sont déterminés, forts du soutien des autres travailleurs de l'usine, de la section CFDT qui se range sur de justes positions de luttes de classe.

La direction Forest et ses

Crédit agricole (Quimper)

La vérité sur l'affaire Le Meur

Le 15 avril 1975, au cours de la grève des employés du Crédit agricole à Quimper, M. Martin, directeur du Crédit, fonçait au volant de sa voiture sur un groupe de grévistes qui se trouvait à une sortie. Des coups sur la voiture étaient portés en riposte à cette agression de type fasciste.

M. J. Le Meur est accusé d'avoir causé des dégâts à la voiture, et il est par suite licencié.

Le lundi 3 mai, il passait en jugement au tribunal de

QUI PLAIDE CONTRE LUI ?

3 témoins, directeurs adjoints et secrétaire général de la caisse, disent l'avoir vu frapper sur la voiture de 30 m de l'endroit où ça se passait (l'un d'eux est très myope)... Mais ils ne sont toutefois pas d'accord sur la place qu'il occupait par rapport à la voiture.

Il aurait aussi «avoué» devant le président et le directeur, mais leurs deux témoignages divergent, ne sont pas aussi affirmatifs.

QUI PLAIDE POUR LUI ?

Le témoignage du responsable syndical de la CMRA qui affirme que J. Le Meur était à côté de lui durant toute la scène et n'a jamais frappé la voiture.

Ici tout le monde s'attendait à l'acquiescement, eh bien non, la «justice» en a vu d'autres.

J. Le Meur a été condamné à 500 F d'amende et au remboursement des dégâts (3 270 F).

Contre ce jugement scandaleux !

Soutien à J. Le Meur ! A bas la justice bourgeoise !

«sbires» de la CGC essaie par tous les moyens de briser la grève, (pression, chantage) en envoyant des «jaunes», aux foires de Paris et de Stockholm par exemple.

Mais elle n'intimide aucun travailleur de l'usine Forest, car TOUS ont conscience que la lutte du SAV est aussi leur lutte.

Le SAV ne reprendra le travail, que lorsqu'il aura obtenu satisfaction.

Correspondant H.R.

Dissolution de l'ordre des médecins

Lors du jugement de 3 médecins

Manifestations

devant le conseil de l'ordre à Bordeaux

Récemment à Bordeaux, deux cents personnes se sont rassemblées à l'appel du Groupe information santé (GIS) et d'un comité de soutien aux médecins inculpés, devant le siège du Conseil de l'Ordre des médecins et ont manifesté trois heures durant pour la dissolution de ce conseil réactionnaire.

Trois médecins des Pyrénées-Atlantiques passaient en effet en jugement pour avoir refusé de payer leurs cotisations à l'Ordre. Ce refus de continuer à alimenter les caisses de l'ordre pétaïniste des médecins, qu'ils ont décidé comme plus de 1 500 de leurs confrères à travers la France est un moyen de lutte pour imposer la dissolution de cette institution tyrannique.

Les médecins qui ont adopté cette juste attitude sont en effet plus de 1 500. Mais le Conseil de l'Ordre voulait réduire la contestation des trois médecins jugés à Bordeaux à trois simples cas d'insubordination individuelle. Les médecins ont finalement pu imposer de présenter une défense collective, ce qui en soi a constitué un premier acquis. Le jugement sera rendu sous huitaine.

Le parti de Marchais était

représenté à cette manifestation en la personne d'une «sommité universitaire», candidat à Mérignac pour les élections cantonales, le sieur Favarelo Garrigues, et en la personne du docteur Soullignac. Ce dernier, lors de l'arrivée des flics venus pour tenter de disperser les manifestants, devait s'opposer aux «manifestations d'hostilité» envers eux. Les manifestants lui ont fait comprendre ce qu'ils pensaient de cette attitude en scandant vigoureusement : «Conseil de l'Ordre, dissolution — PCF trahison».

A nouveau à la fin de la manifestation, Monseigneur Soullignac, qui est bien arrangeant — comme vous allez le voir ! — exhortait au calme — devinez pourquoi ? — pour que «le Conseil délibère en toute quiétude» ! Du coup, c'était trop fort ! Les manifestants le sifflaient, «Vous voulez les voix du

Conseil de l'Ordre pour les prochaines élections !», «Pour vous, les provocateurs, c'est pas les flics, c'est nous !»...

Cette manifestation, durant laquelle les médecins expliquaient qu'ils n'avaient de comptes à rendre sur leur pratique professionnelle qu'aux usagers, a montré la combativité de tous ceux qui, en médecine et ailleurs, se battent contre le Conseil fasciste de l'Ordre des médecins. Elle a aussi prouvé leur opposition aux révisionnistes du PCF dont la tactique vise à saboter la lutte de masse contre le Conseil et à prendre la direction d'une combine qui remplacerait cet encadrement fasciste par un encadrement social-fasciste, sous une forme différente en apparence, mais de même nature quant au fond et inspirée, au besoin, du modèle soviétique.

Luttes étudiantes

Les élèves du lycée polyvalent de Vienne

«Replacer notre lutte dans le cadre de la lutte générale contre le capitalisme»

Depuis la fin mars, quatre assemblées générales suivies de forums et de discussions sur les réformes Haby-Soisson se sont tenues au lycée polyvalent de St-Romain-en-Gal à Vienne, Isère. Dans cet établissement, comprenant un lycée et un CET, un comité de lutte s'est constitué, ouvert à tous et contrôlé par l'assemblée générale, pour faire des propositions quant aux formes d'action et pour impulser particulièrement la liaison entre élèves-professeurs et agents de service.

L'une de ces assemblées générales a permis d'organiser une manifestation de 600 personnes dans les rues de Vienne. Ces forums et cette manifestation ont permis d'élever le niveau de conscience d'un bon nombre d'élèves qui un mois auparavant encore restaient passifs. C'est pourquoi les élèves affirment que c'est dans la lutte que se fait la prise de conscience.

Lors de la journée nationale du SNES, le comité de lutte a organisé une journée active, tandis que le SNES, lui, préconisait un «lycée désert». Cette journée a par ailleurs entraîné une rupture avec les JC de Catala qui reprenaient les mêmes mots d'ordre que le SNES que dirige le faux parti communiste français.

Une bonne centaine de personnes devaient participer à l'assemblée générale organisée par le comité de lutte et le SGEN-CFDT. «Cette journée, disent les lycéens, nous a permis de

discuter de nos objectifs futurs et donc de faire un pas en avant dans notre lutte... Ils ont notamment décidé de «renforcer l'unité entre le lycée et le CET, et de travailler à la popularisation de notre mouvement en direction des travailleurs». «Ainsi nous pensons élargir notre action en replaçant la lutte dans l'école dans la lutte plus générale contre le capitalisme.»

D'après les informations recueillies auprès de lycéens du comité de lutte de St-Romain-en-Gal.

MANIFESTATION DES ÉTUDIANTS DE NANCY CONTRE LA RÉPRESSION

La faculté des Lettres de Nancy fermée et investie par les flics depuis le 7 mai, suite à l'occupation, la veille, par les étudiants, de la présidence de l'université, a réouvert ses portes lundi. L'après-midi, un millier d'étudiants ont manifesté en scandant «Borella démission» — Borella est président de l'université, c'est à sa demande que les flics étaient intervenus — et «Flics hors des facs et des usines». La grève continue.



Condamné à 4 mois de prison avec sursis pour «excitation de mineurs à la débauche»

UN EDUCATEUR NANTAIS FAIT APPEL

Le comité de soutien poursuit la mobilisation

C'est à l'occasion d'une sortie à la campagne qui s'était déroulée au printemps 1974 que Léon Lanoé, éducateur à la Maison des jeunes Dervallières à Nantes, avait procuré aux adolescents qu'il accompagnait des préservatifs. Poursuivi depuis lors pour «excitation de mineurs à la débauche» (!) il était condamné le 6 avril 1976 par la troisième

Après le procès de l'éducateur et du président de la maison des jeunes inculpés d'«excitation de mineurs à la débauche» (!), le 10 mars dernier, le comité de soutien rappelle la condamnation de l'éducateur à 4 mois de prison avec sursis.

Ce dernier a décidé de faire appel de ce jugement pour dénoncer la pression exercée sur les travailleurs sociaux parce qu'il refusent le rôle qu'on leur a assigné. A la suite de cette décision

d'appel, le parquet de Nantes a fait appel à minima en dissociant une fois de plus le cas de l'éducateur de celui du président de la Maison des jeunes, pourtant solidaires. Cette attitude démontre une fois de plus la volonté de faire de la condamnation de l'éducateur un exemple.

Le comité de soutien, conscient que la seule décision d'appel n'est pas la seule lutte à mener, organise un forum,

chambre du tribunal de grande instance de Nantes à 4 mois de prison avec sursis. Aujourd'hui, Léon Lanoé a fait appel de cette condamnation et le comité de soutien qui s'est formé poursuit la lutte à ses côtés. Ce comité de soutien vient de nous faire parvenir le communiqué ci-dessous.

affaire) avec le travail social et la justice.

2/ de s'éclaircir les idées sur les trois thèmes abordés - c'est-à-dire d'élargir la mobilisation en vue de l'appel et d'imaginer de nouvelles formes de lutte sur des fronts laissés jusqu'ici de côté -

libération de la sexualité peut-elle être un élément de la lutte que mènent les femmes contre l'oppression qu'elles subissent ? - comment les travailleurs sociaux peuvent aider à dénoncer les causes réelles de la délinquance ? - pour une justice des mineurs ? Protection des mineurs ou de la société ?

Programme du forum

- 10 heures : crèche assurée - ACCUEIL
- présentation de la situation actuelle
- présentation des trois commissions
- 11 h 30 : films «Une poignée de gros sel»
- «Les enfants du gouvernement»
- 13 heures : repas (apporter son pique-nique)
- (commerces à proximité)
- 13 h 30 : théâtre «Marchands de ville»
- 15 h : commissions
- sexualité (films et montage)
- délinquance et travail social
- justice des mineurs
- 18 h 30 : débat général et informations
- 20 heures : dîner
- 21 heures : théâtre «La planète des sages»

le samedi 15 mai de 10 à 23 heures
Ecole d'Architecture
rue Massenet - Nantes

Il s'agit :
1/ de faire avancer les débats surgis au cours de la mobilisation, en particulier chez les travailleurs sociaux mais aussi chez ceux qui ont affaire (ou pourraient avoir

JÉUDI 13 MAI A 20 H 30
FILM CHINOIS
«LA MONTAGNE
AUX PINS VERTS»
présenté par le comité du
18^e arrondissement de
l'Association des amitiés
franco-chinoises au 127-
129 rue Marcadet - Paris
13^e (Métro Lamarck)

Sous la direction de la classe ouvrière

1er Mai de combat

Rostrenen

Le Fest-deiz qu'organisait à Rostrenen le 1er Mai l'Union locale CFDT a rassemblé au cours de l'après-midi plus de 500 jeunes, ouvriers, paysans, et intellectuels progressistes.

Une chaude ambiance prolétarienne et de franche camaraderie a caractérisé cette journée du 1er Mai 76. Les banderoles, les panneaux confectionnés par les ouvriers de la Chaillotine, de la Socavi, de chez Doux, du comité de lutte lycéen de Campostal, etc. affirmaient la volonté de tous de se battre pour un monde meilleur, de s'unir (à ce propos le panneau des camarades lycéens était significatif) pour renverser le capital exploiteur.

Trois interventions ont coupé les chants des chanteurs bretons et des sonneurs. La première a été faite par une camarade de la «Chaillotine», abattoir en grève depuis 6 semaines, intervention qui se termina par des vibrants «*Chäillotine vaincra*». Ensuite un camarade du comité de soutien aux marxistes-léninistes de Lorient prit la parole pour dénoncer la répression et appeler à la solidarité, son intervention fut ponctuée

de «*Libérons nos camarades*». Enfin, le secrétaire de l'Union locale CFDT de Rostrenen rappela le caractère de classe de cette fête. Il appella à la lutte de classe résolue, il dénonça les «*faux amis*» des travailleurs et les illusions des «*partis de gauche*». Il conspu «*la crise du système capitaliste qui atteint les pays capitalistes et les pays anciennement socialistes*». Enfin, toute la salle debout, le poing levé, entonna une «*Internationale*» qui dut faire trembler bien des bourgeois de St-Nicolas et d'ailleurs.

Non le Centre Bretagne ne mourra pas !

Non, la classe ouvrière, la paysannerie, la jeunesse ne veulent plus du régime de misère du Capital !

Ploermel

350 personnes se sont réunies le 1er Mai à Ploermel, à l'appel des syndicats CGT-CFDT et FEN et de la FDSEA. Il faut dire que ce n'est pas une tradition de manifester à l'occasion du 1er Mai dans la région. Mais le «*bout du tunnel*» on ne le voit pas beaucoup ici et les Ardoisières menacent de fermer, ce qui signifierait pour 41 ouvriers et leur famille le chômage ou le départ pour Angers.

Alors que la CGT dans son discours prônait sa solution miracle : «*un gouvernement de gôche*», le délégué CFDT rappelait que les ouvriers étaient prêts à se battre pour travailler et vivre au pays et que le responsable de la situation de misère qu'ils vivent, c'était le régime capitaliste. La FEN apportait son soutien et appelait à la solidarité avec les militants marxistes-léninistes de Lorient inculpés.

Dans la manifestation, on pouvait voir des pancartes et banderoles «*Ploermel veut vivre*», «*Contre le chômage, tous unis à la base*», «*Halte à la répression*».

Certains mots d'ordre, repris au début devaient gagner rapidement les manifestants : «*Du boulot pour CO (nom des Ardoisières)*», «*Non au chômage*», «*Paysans-ouvriers-étudiants, solidarité*», «*Libérez nos camarades emprisonnés*».

Un 1er Mai largement positif et qui montre que partout, la prise de conscience progresse et pas seulement dans les grandes villes.

Par ailleurs, un comité anti-répression du pays de Ploermel a été formé pour la libération des prisonniers politiques et l'arrêt des expulsions de travailleurs immigrés.

JOURNÉE SUR L'ALBANIE

L'armée, l'agriculture, la médecine, la vie du peuple au centre des débats lors d'une journée sur l'Albanie.

A l'occasion de la journée sur l'Albanie organisée le 8 mai dernier par le comité de Grenoble de l'Association des Amitiés franco-albanaises : quelque 300 personnes ont visité l'exposition et un public très large a suivi montages-diapos, films et débats. Ce dernier était animé par Abraham Behar, président national de l'Association des Amitiés franco-albanaises, qui eut à répondre à de très nombreuses questions concernant l'armée, l'agriculture, les coopératives, la religion, la justice, la médecine, les relations avec la Chine, etc.

Le succès de cette journée, complété par l'envoi de 30 personnes de la région cet été en Albanie, dont 20 de Grenoble, prouve qu'en France grandissent l'amitié avec le peuple albanais et l'intérêt pour les structures politiques, économiques et sociales qu'il s'est donné.

Un mot encore sur les projets du comité grenoblois de l'AAF, (20 rue St-Joseph Grenoble) : l'an prochain, 6 jours sur le cinéma albanais seront programmés à la Maison de la Culture.

informations générales

ALGERIE : 8 MAI 1945-8 MAI 1976

Des événements à ne jamais oublier

Si pour l'ensemble des peuples des pays capitalistes occidentaux, comme pour les peuples soviétiques et d'Europe de l'Est la date du 8 mai 1945 rappelle la fin de la seconde guerre mondiale, il n'en est nullement de même pour le peuple algérien.

C'est en effet cette même date que choisit le colonialisme français pour déchaîner une répression à caractère de génocide contre les populations du Constantinois.

Cette année comme les précédentes, c'est précisé-

ment ces événements à la fois tragiques et glorieux que le peuple algérien vient de célébrer solennellement. Nous invitons une nouvelle fois nos lecteurs à prendre connaissance de la version historique exacte de ce qui se passa alors en Algérie en lisant l'article très complet de l'historien algérien Mahfoud Kaddache, que les Editions du Centenaire ont réédité l'an dernier sous le titre «*Il y a trente ans... le 8 mai 1945*» (E-100 collection «*Tiers monde en lutte*» l'exemplaire : 3,50 F)

Le Mans

Une initiative qui favorise le soutien

à la Résistance palestinienne

3 à 400 personnes ont assisté le 7 mai à une soirée organisée par l'Association médicale franco-palestinienne. La soirée a débuté par la projection du film «*Palestine*» puis s'est poursuivie par un débat où les différentes formes d'ingérence étrangè-

re, y compris celle de l'URSS, ont été dénoncées. Ce débat a permis à chacun de renforcer ses connaissances sur la situation de la Résistance palestinienne et aussi d'être plus à même d'apporter un réel soutien à cette juste cause.

2 MEETINGS IMPORTANTS

Palestine

Une terre occupée, un peuple en lutte

MUTUALITE 16 MAI 1976 - 14 A 18 HEURES

Organisé par
L'ASSOCIATION MEDICALE
FRANCO-PALESTINIENNE

Intervention d'Ilan Allevy
militant antisioniste, collaborateur du Pr Israël Shahak (Pdt de la Ligue des droits de l'homme en Israël)

Information sur l'oppression culturelle, sanitaire par l'AMFP

Théâtre, musique arabe, montage audio-visuel

SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI
LUNDI 17 MAI A 20h 30 - MUTUALITE

avec la participation de représentants
du Front POLISARIO
et de l'Union des femmes sahraouies
ainsi que le concours artistique de :
Catherine Ribeiro, Gwendal, Imanol, Maro

TARIFS D'ABONNEMENTS

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS !	Plu ouvert
DONNEZ-LE	1 mois 32 F
OU AFFICHEZ-LE !	3 mois 95 F
	6 mois 190 F
	Soutien 300 F
	Plu fermé
	1 mois 60 F
	3 mois 180 F
	6 mois 360 F
	Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.



culturel

Cinéma

«L'honneur perdu de Katharina Blum»

Un film allemand contre la répression

Ce film de Schlöndorff, réalisé d'après une nouvelle du même nom de Heinrich Böll, est sorti il y a quelques mois sur les écrans en Allemagne, il passe maintenant, en version originale sous-titrée, dans des cinémas parisiens.

C'est l'histoire d'une jeune femme, Katharina Blum, femme de ménage de son état, qui, au hasard d'une surprise-partie, rencontre un jeune homme nommé Ludvig Götten, recherché par la police parce qu'il a commis quelque action militante contre l'État. C'est le coup de foudre. Götten va coucher chez Katharina, qui l'aide à fuir, le lendemain à l'aube, à la barbe de la police qui a investi le quartier. Mais à l'heure du laitier, des flics armés jusqu'aux dents font irruption chez Katharina, avec une brutalité inouïe, l'emmenent au commissariat — et la voilà accusée d'être membre d'une bande «terroristes» — sans aucune preuve, et pour cause ! Après un long interrogatoire, les flics doivent la relâcher. Mais la presse à sensation, qui collabore étroitement avec les flics, s'est déjà emparée de l'affaire, et Katharina fait la une du «Journal»,

misérable torchon à grand tirage, avec les titres les plus vulgaires et les plus sensationnels, qui la couvrent de la boue la plus brune. Tötges, le rédacteur de ce journal pourri, va jusqu'à rendre visite à la mère de Katharina, qui vient de subir une grave opération chirurgicale et à qui toute visite est interdite : peu importe, Tötges assène à l'opérée les titres de son «Journal» — elle en meurt. Le lendemain tout le monde peut lire dans le «Journal» : «Première victoire de la bande anarchiste : la mère de la Blum». Ce déferlement de brutalité journalistique et policière bouleverse la jeune fille et la révolte. Elle demande un entretien à Tötges soi-disant pour lui accorder une interview, et l'abat de quatre balles, puis se livre à la police — sans nullement regretter son acte. Peu après ont lieu des funérailles solennelles pour le journaliste, «victime», comme le dit un orateur, «de son devoir», son exécution étant présentée simplement comme une intolérable atteinte à la presse «libre et démocratique».

Ce film montre donc crûment la réalité de la répression en marche : perquisitions brutales et illégales,

chasse aux sorcières, brutalités policières et journalistiques. Caricature exagérée ? Que non ! On sait que la bourgeoisie allemande a adopté, ces dernières années, tout un arsenal de lois d'exception et de pratiques authentiquement fascistes pour réprimer les militants révolutionnaires.

Lois qui visent à criminaliser sans détour toute personne suspectée de ne pas approuver intégralement tout le système d'exploitation et d'oppression de la bourgeoisie. Heinrich Böll est d'ailleurs payé pour le savoir : s'étant déclaré opposé à toutes ces mesures fascistes, il avait eu la surprise de lire dans la «Bild-Zeitung», un jour qu'il était absent de chez lui, que son domicile avait été perquisitionné le matin même. Revenu en hâte chez lui, il constata qu'il n'en était rien. La perquisition eut lieu le lendemain...

Dans notre pays, les récentes perquisitions chez des militants marxistes-léninistes, sans mandat et avec investissement policier de tout le quartier, les inculpations de reconstitution du PCMLF, prononcées sans preuve, la légalisation des opérations «coup de poing», etc., rappellent cette vérité

que la bourgeoisie fascisante a partout le même visage.

Certes, le film de Schlöndorff n'est pas un film révolutionnaire prolétarien. Il montre la répression sans en expliquer le pourquoi, sans en révéler toute l'ampleur, sans dire qu'elle constitue la réponse de classe de la bourgeoisie à tous ceux qu'elle exploite et opprime et qui ne supportent plus cette exploitation et cette oppression. On ne voit dans le film qu'un petit fait individuel — alors que ce sont en réalité toutes les couches populaires qui sont visées par la répression bourgeoise.

On pourrait aussi reprocher au film de ne pas prêter assez d'attention aux personnages centraux comme Katharina par exemple ; mais ce défaut, qui est absent du roman, rend l'accusation contre l'État répressif encore plus puissante : Katharina Blum apparaît, plus nettement dans le film que dans le roman, comme le type du personnage innocent frappé injustement par une répression brutale et poussé, contraint à la révolte.

En bref, ce film a au moins trois qualités qui valent qu'on aille le voir : d'abord le fait qu'il met en scène les forces de répression sans aucun fard ; ensuite, le fait qu'il fait bien ressortir que c'est la répression qui est la cause de la révolte des gens — et non l'inverse ; enfin, sa brûlante actualité, en Allemagne comme en France.

— PARIS —

Les Mounikika. Folk antillais et textes en français. Jeudi 13 mai à 20h 30. MJC Bénédicti, 2 Ave de la porte de Vanves, Paris 14^e. Tél : 539-98-80.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante :

Nom : Prénom :
Adresse : Signature :

Sports

Chine

Rencontre de handball APL-armée française

L'équipe de handball de l'armée française et l'équipe de handball des forces navales de l'Armée populaire de libération de Chine ont disputé samedi dernier, au Palais des sports de Changhaï nouvellement construit, un match amical. Des commandants et combattants de l'APL de Chine et des habitants de Changhaï, au nombre de 17.000 personnes, constituaient un public enthousiaste.

Dans la salle de compétition régnait une atmosphère amicale entre les sportifs chinois et français. Ma Tsing-po, commissaire politique adjoint de la garnison de Changhaï de l'APL de Chine, des responsables des départements intéressés des unités de l'APL stationnées à Changhaï ainsi que des responsables de la commission de la culture physique et des sports de Changhaï ont assisté au match et rencontré, avant le match, Pierre Astorg, chef de la délégation

de handball de l'armée française.

Au cours du match de samedi, les sportifs des deux équipes ont disputé un match acharné. Le score est monté en dents de scie et il a été plusieurs fois égalisé. Au commencement de la 2^e mi-temps, l'équipe chinoise a marqué 4 points, réalisant 14 partout. Le bon style sportif et les performances des sportifs des deux parties leur ont valu les applaudissements chaleureux des spectateurs. L'équipe invitée a fini par gagner le match par 23 à 20.

La délégation de handball de l'armée française était arrivée le 7 courant à Changhaï, venant de Pékin. Le soir même, la garnison de Changhaï de l'APL de Chine a donné un banquet en l'honneur des Français. Le lendemain matin, les hôtes français ont visité la commune populaire de Hongkiao.

Autour de la finale de la Coupe d'Europe de football Double opération idéologique et financière

Suite de la page une.

Dénoncer l'énorme trafic financier que représentent de telles rencontres, c'est juste car cela montre à quel point le capitalisme pourrait tout, en fait une marchandise capable de lui fournir des profits. Mais ne parler que de cet aspect c'est ne voir qu'une face du problème et les faux communistes du PCF ne se privent pas de mettre en avant ce seul aspect pour dénoncer la mainmise de la bourgeoisie «giscardienne» en laissant entendre clairement que c'est la «gauche» qui ferait mieux d'empocher les profits, pour le bien du peuple sans doute...

Car l'autre aspect «oublié» par les idéologues du PCF, c'est le caractère de classe

du sport et son rôle idéologique parmi les masses. Là est l'arme principale de la bourgeoisie. Roger Rocher, président de l'ASSE n'a-t-il pas déclaré d'ailleurs que «le sport est un des moyens puissants parmi d'autres de s'adapter à une civilisation mécanique de plus en plus oppressante» ? Un dérivatif aux soucis quotidiens du peuple travailleur ? En tout cas, c'est une opinion que partage le PCF puisque, lui aussi, par l'intermédiaire de «Pif», compte faire une double opération idéologique et financière : il a sorti un numéro spécial de «Pif-gadget» pour le match de Glasgow... On reconnaît bien la bourgeoisie à ses actes.

12 HEURES DE FILMS SUR LA CHINE

Comment Yukong déplaça les montagnes

Dans 4 salles :

St-Séverin — 12, rue St-Séverin 5e (métro St-Michel) — tél. 033-50-91 :

L'usine de générateurs — Les artisans — Une histoire de ballon.

Quintette — 8, 10, rue de la Harpe 5e (métro St-Michel) — tél. 033-35-40 :

Le village de pêcheurs — Une caserne — Entraînement au cirque de Pékin.

Git-le-Cœur — 12, rue Git-le-Cœur 6e (métro St-Michel) — tél. 326-80-25 :

Autour du pétrole — Le professeur Tsien — Impressions d'une ville : Shanghai — Répétition à l'Opéra de Pékin.

St-André-des-Arts — 30, rue St-André-des-Arts 6e (métro St-Michel) — tél. 326-48-18 :

La pharmacie — Une femme, une famille.



L'Humanité Rouge

document

Après le rassemblement de Lip samedi 8 et dimanche 9 mai

Pour une coordination nationale des travailleurs en lutte

Lors des deux journées portes ouvertes à l'usine Lip de samedi et dimanche derniers la richesse des interventions de différentes délégations d'ouvriers ou employés en lutte, essentiellement contre le chômage et les licenciements, mérite d'être portée à la connaissance de toute la classe ouvrière et des masses populaires. Pour nous, ouvriers marxistes-léninistes, les enseignements en sont multiples.

L'expérience pratique, syndicale et politique des travailleurs qui se sont réunis à Palente est un terreau précieux dans lequel nous puisons nos forces pour, à l'aide de la théorie marxiste-léniniste, frayer la voie de l'essor nouveau du mouvement révolutionnaire des masses contre le capitalisme et le révisionnisme qui demeure l'obstacle principal à la révolution prolétarienne. S'emparer des idées justes des masses et combattre les idées erronées pour remporter de nouveaux succès dans la lutte de classe telle est notre attitude, telle doit être l'attitude de tous les ouvriers révolutionnaires pour permettre la victoire dans les luttes revendicatives et politiques en cours à l'heure actuelle.

LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE ET DE JUSTES REVENDICATIONS

Tout participant attentif a pu relever dans les nombreuses discussions de ces deux jours une identité de vues fondée sur l'expérience pratique de conflits souvent très longs et difficiles. Comme à Lip en 1973 la conduite de la grève ou des actions repose sur une organisation démocratique : assemblées générales souveraines et mise en place de commissions spécialisées permettant la mobilisation effective du plus grand nombre d'ouvriers possible. Dans tous les cas, les dirigeants de l'action sont élus et responsables devant l'assemblée générale qui les mandate que ce soit un comité de grève (à Caron-Ozanne par exemple), une section syndicale ou une intersyndicale (comme à Griffet ou Lip). Ces pratiques ne sont pas nouvelles, elles appartiennent aux traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier, mais ce qui est nouveau c'est leur application à un nombre de conflits toujours plus grands par des militants syndicalistes CFDT ou CGT alors que la direction confédérale CGT y est hostile et qualifie ces pratiques de « gauchistes » ou « irresponsables », et que la CFDT dans son dernier congrès rejetait nettement les comités de grève. Sur le plan des revendications les grévistes du foyer Lou Cantou, ceux de Lip, approuvés par tous les autres, soulignaient l'extrême importance de refuser TOUT LICENCIEMENT et de se battre même pour un seul.

Il est évident là aussi, que seule cette position de classe ferme permet de faire l'unité des ouvriers. « Un licenciement accepté et c'est la porte ouverte à d'autres » devait déclarer une employée. De même qu'un combat mené résolument contre un licenciement c'est un recul qu'on impose au patronat ; c'est ce qui s'est passé à Marseille au CREAL avec le licenciement de Mandrille (délégué CFDT) ou aux Câbles de Lyon à Clichy avec le licenciement de Raboutet (délégué CGT) ; les patrons dans les deux cas n'avaient pas caché leur intention de licencier d'autres éducateurs ou ouvriers, le recul momentané que leur ont imposé les travailleurs

mobilisés ne leur a pas permis de mettre leurs menaces à exécution.

UNE ASPIRATION COMMUNE : TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS

L'unité, la solidarité, la popularisation ce furent certainement les thèmes les plus fréquemment abordés et de différentes façons. Chacun insistait sur l'information, la nécessité de briser le mur du silence organisé autour des luttes. Un ouvrier de Griffet signalait que depuis 14 mois il y a eu en tout et pour tout un flash aux informations télévisées sur leur lutte, et encore il n'est dû qu'au hasard d'une rencontre avec une équipe de télé ! Les travailleurs de Réhault expliquaient l'extrême importance de cette tâche en racontant la façon dont la presse nationale, mais surtout locale, aux mains de la bourgeoisie s'appliquait depuis des

Quand à l'unité et la coordination entre les différentes luttes l'unanimité se réalisait avec malgré tout, une certaine tendance au pessimisme dans l'examen des possibilités existantes. Mais l'élargissement de la coordination créée à Marseille par les ouvriers de Lip, Griffet, Caron-Ozanne et Idéal Standart, à d'autres entreprises dans la journée de dimanche, devaient redonner confiance aux plus sceptiques dans la justesse des décisions qu'ils venaient de prendre.

QUELLE UNITÉ ET COMMENT LA RÉALISER ?

Cependant il serait faux de considérer que l'unanimité s'est réalisée d'ores et déjà sur toutes les questions entre les différentes délégations. Sur la conception de l'unité, différents points de vue se sont exprimés. Aurons-nous le soutien ou non des directions syndicales et des partis de gauche ? Devons-nous rechercher ce soutien ? Alors que toutes les délégations présentes, sauf celles des sections CGT du Parisien libéré, de Lip et de Griffet (les deux dernières sont minoritaires dans les délégations), soutenaient l'initiative de la

Mais qui se coupe de la classe ouvrière et de son combat sinon précisément ces directions politiques et syndicales et tout particulièrement celles du PCF et de la CGT ?

Qui n'a cessé de calomnier, d'attaquer en vain d'ailleurs, les travailleurs de Lip en 73 comme tout récemment, deux jours avant le rassemblement, sinon Marchais et Ségué ? Qui a signé sans rapport de force, sollicité par le patronat, un accord d'indemnisation à 90 % en cas de licenciements économiques dont tous les participants de Lip ont dénoncé les graves illusions politiques et méfaits démobilisateurs qui en découlent, sinon Ségué et Maire ?

Qui a chanté victoire à la Néogravure et à Grandin, a fait reprendre le travail alors que des centaines de travailleurs n'étaient pas réembauchés, sinon Marchais et Ségué ?

Qui a refusé la proposition de la section CGT de Caron-Ozanne d'organiser une réelle coordination des luttes d'ensemble au niveau de toutes les imprimeries occupées sinon Ségué ? Alors ces gens-là ont choisi leur camp eux, d'autres exemples en attestent quotidiennement. L'ennemi de l'intérieur, infiltré, n'est-il pas aussi dangereux sinon plus que celui qui est déclaré ? Alors pourquoi se soucier du « soutien » que pourraient apporter ces nouveaux bourgeois uniquement préoccupés de se glisser dans les fauteuils du pouvoir ?

On ne peut pas déceintement considérer comme des alliés des gens qui vous attaquent sans cesse et par tous les moyens, voilà ce que pensent un grand nombre d'ouvriers en lutte. Alors une attitude conciliatrice à leur égard ne pouvait que leur permettre d'étouffer dans l'œuf ou de poignarder les initiatives que pouvait prendre la coordination. Le meilleur exemple n'est-il pas précisément la discussion du dimanche pour l'adoption de la motion commune : le délégué PCF du Parisien libéré après avoir été isolé avec son « Programme commun » a bloqué la discussion et certains faisant preuve de conciliation pour avoir sa signature ont proposé la motion finale rendue acceptable pour lui et que finalement il n'a pas signé. N'est-ce pas là une bonne leçon que donnent les révisionnistes à ceux qui ont encore des illusions à leur égard ?

Il est certain que les décisions de la coordination réalisée à Lip rencontreront le soutien des masses, parce que cette initiative répond aux aspirations profondes d'unité à la base et dans l'action qui existent dans la classe ouvrière, parce qu'elle a déjà ralliée à elle des représentants d'autres mouvements de masses en lutte comme le comité de coordination des foyers Sonacotra et des comités de liaisons étudiantes. Élargir le nombre des signatures, centraliser les propositions d'action en vue d'une nouvelle rencontre nationale le premier week-end de juin ce sont des objectifs qui rallieront de nombreux autres travailleurs. Et gageons que si une initiative de rassemblement national était lancée par cette coordination elle rencontrerait un large soutien de masse ouvrier et populaire, elle rendrait confiance à tous ceux que le révisionnisme et le réformisme maintiennent dans l'isolement et le découragement.



Forum sur les formes de lutte (photo Adja)

mois à déformer la vérité pour tenter de les isoler du reste de la population à Fougères (ville qui compte il y a quelques années 11 000 ouvriers et ouvrières sur 24 000 habitants !). Gagner et organiser le soutien autour de soi, dans sa ville, dans sa région c'est indispensable si on veut tenir et construire solidement la solidarité à l'échelle nationale également. Dans la même perspective de nombreuses interventions tant des ouvriers de Lip que des ouvriers de Griffet rappelaient la nécessité d'associer les conjoints à la lutte. Cette tâche n'est pas une réponse à un problème individuel ou de couple mais fait partie intégrante des moyens à mettre en œuvre pour l'efficacité même des luttes, comme s'organiser de façon collective (crèche par exemple) pour permettre aux femmes ménagères ou travailleuses d'être présentes dans l'entreprise occupée.

coordination les uns dénonçaient la trahison notamment du PCF et de la CGT vis-à-vis des mouvements de masse

les autres n'y voyaient que des insuffisances. Tous reconnaissent que le Programme commun et l'attente des élections ne pouvaient être la solution apportée à leurs luttes et reconnaissent implicitement la dimension politique des conflits à l'heure actuelle ; dans une période où sévit le chômage pour 1 500 000 travailleurs et où des entreprises entières ferment, il est de plus en plus évident que seul un changement de société et pas seulement un changement de gouvernement peut répondre aux aspirations de la classe ouvrière. Mais pour beaucoup de travailleurs qui se sont exprimés et qui luttent dans leurs syndicats pour de justes conceptions de lutte de classe, il ne faut pas se couper des partis de gauche ou des directions syndicales.